

Pour me présenter rapidement, je me nomme [****] [****] ([****] [****]), mais pour des raisons de confidentialité vis à vis de mon identité d'auteur, je préférerais que mon nom ne figure pas dans la consultation s'il devait éventuellement y apparaître), je suis auteur en autoédition via la plateforme Amazon KDP. Mes publications sont sous un nom de plume.

Question n°1

La très grande majorité de mes revenus d'auteur proviennent des ventes assurées par Amazon, et je crains que cette loi sur les frais de port ne vienne mettre les auteurs autoédités comme moi en position très défavorable vis à vis des auteurs publiés en maison d'édition et ayant accès au réseau de diffusion en librairie. Il semble en effet peu probable que les lecteurs soient enclins à payer ne serait-ce que 3€ de plus sur un ouvrage au prix initial de, par exemple, 6,50€, un prix intentionnellement très bas afin de constituer un produit d'appel. Le même produit (un ouvrage de 100 pages) passant désormais à 9,50€ en comptant les frais de port serait probablement très difficile à vendre.

Je considère que ce montant et cette loi, par ailleurs lourdement critiqués par la Commission européenne, créera une situation proprement destructrice pour les milliers d'auteurs indépendants qui ne peuvent compter que sur la vente en ligne, que ce soit via Amazon ou d'autres plateformes, pour espérer voir leur travail générer des revenus.

En outre, et je parle cette fois en tant que lecteur résidant en zone rurale, l'ajout de frais de port sur le livre ne me fera pas retourner acheter en librairie, car je n'en ai tout simplement pas de suffisamment proche pour envisager de m'y rendre régulièrement. Je serai donc contraint, si je souhaite continuer de lire des livres au format papier, de payer des frais de port dont les résidents en zone urbaine seront dispensés car en mesure de commander chez un distributeur physique.

Cette loi me poussera sans nul doute à renoncer au maximum au format papier pour lire uniquement en numérique.

Créer une inégalité fondamentale de l'accès au livre entre résidents de zones urbaines et de zones rurales me semble contradictoire avec la valeur accordée à la diffusion de la culture en France.

Certains libraires ont par ailleurs remarqué que la loi risquait de favoriser le marché du livre d'occasion au détriment du livre neuf.

Je suis donc contre la détermination par la loi d'un montant de frais de port minimal pour le livre.

Question n°2

Si un montant minimum de frais de port devait être appliqué pour le livre, je pense qu'il n'est que logique d'appliquer également aux livres les seuils de gratuité qui sont pratiqués pour n'importe quel autre produit, qu'il soit culturel ou non.

Maintenir des frais de port quel que soit le montant d'achat me semble une aberration en comparant à ce qui se fait pour les autres produits culturels (CD audio, DVD, Blu-ray...)

Question n°3

Le seuil de 25€ me semble légitime si un montant minimum devait être appliqué. Il pourrait permettre par exemple de se procurer un livre broché nouvellement paru (fréquemment autour de 20€) ainsi qu'un livre de poche, sans ajouter encore le montant des frais de port.

Question n°4

La précision d'application 5.3.2 me semble particulièrement préjudiciable à un achat en période de fêtes, par exemple, qui peut regrouper des articles assez variés, y compris des livres.

Appliquer des frais de port pour une commande qui dépasserait, par exemple, le seuil de 25€ au motif qu'il n'y aurait qu'un seul livre de poche à côté de plusieurs albums CD ou autre produit semble créer une situation particulièrement peu encourageante pour les acheteurs.

La précision d'application 5.3.4 me semble quant à elle priver de toute leur substance les offres d'abonnement de type FNAC+. Pour prendre mon exemple personnel, j'ai souscrit à cette offre afin de commander non seulement mes livres, mais aussi ceux que j'offre en cadeaux, à la FNAC, vu que je ne peux pas me rendre facilement en magasin physique.

Si je devais payer des frais de port malgré la souscription à cet abonnement, je l'arrêteraï purement et simplement.

Qui plus est, si cet abonnement permet de recevoir d'autres produits culturels à frais de port gratuit, faire une distinction spécifique pour le livre me semble créer une situation préjudiciable aux ventes de livres neufs.

Quelqu'un qui souscrit à cet abonnement a toutes les chances d'être un gros consommateur de produits culturels achetés en ligne (notamment faute de magasin physique à proximité) et refaire payer des frais de port malgré l'abonnement ne peut que dissuader l'achat.

Question n°5

Je suis, pour conclure, d'un avis défavorable sur l'ensemble du propos de la loi 2021-1901.

L'obligation de frais de port pour le livre me semble créer un préjudice non seulement pour les auteurs indépendants et les petites maisons d'édition reposant exclusivement sur la vente en ligne, mais également pour les lecteurs en milieu rural qui devront payer, littéralement, le choix de leur résidence loin de centres urbains et des lieux de culture.

En outre, je tiens une nouvelle fois à attirer votre attention sur les conclusions de la Commission européenne dans sa lettre du 10 février dernier, très défavorable à la loi 2021-1901.

Certains libraires, notamment le réseau Librest, par la voix de Renny Aupetit, dans le magazine littéraire ActuaLitté, exprimait tout son scepticisme vis à vis de l'efficacité de cette loi pour aider les libraires.

Ne serait-il pas préférable, plutôt que de sanctionner les lecteurs n'ayant pas accès à une librairie, de proposer un tarif postal réduit du type « Livres et Brochures » pour l'envoi de livres en Europe et à l'international ?